

**RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES**

# Les tensions s'étendent à l'économie

**La polémique enfle entre Alger et Paris. Entre les deux capitales, les relations demeurent en apparence très tendues sur le plan politique et même économique, semble-t-il, comme en témoignent des éléments palpables.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Des sources bien au fait des développements du dossier algéro-français évoquent, depuis quelques jours, le retard pris dans la résolution des points de divergence ayant conduit au report de la signature du contrat Peugeot.

Prévu au mois d'avril dernier, le contrat n'a pu être mené à terme pour des raisons soulevées notamment par la partie algérienne. Ce qui avait suscité l'inquiétude de la délégation française conduite par son ministre de l'Économie.

Conscient du malaise que cette décision de report avait soulevé chez ses partenaires, Bouchouareb avait alors tenté de calmer le jeu en promettant aux Français de conclure le projet au mois de mai. Il s'était en particulier adressé au ministre français de l'Économie qui affichait un scepticisme manifeste l'assurant de tenir ses engagements. Depuis, le dossier est resté en suspens.

Selon nos sources, la question n'est même plus évoquée dans les milieux concernés. A ce jour, et bien que le mois de mai entame sa

deuxième quinzaine, Bouchouareb n'a donné aucune instruction afin que soient étudiés les fameux points de divergence qui ont laissé l'affaire sans suite.

Difficile de ne pas lier la situation à la détérioration des relations entre les deux pays et à la conjoncture même dans laquelle le contrat Peugeot devait être signé. Alors même qu'il recevait la délégation française, Bouchouareb était cité dans les révélations des Panama Papers dans un article du journal *Le Monde* illustré par la photo du Président Bouteflika. Ce qui avait eu pour effet d'entraîner une réaction ferme des autorités algériennes lesquelles ne se doutaient pas encore qu'en quittant Alger, Manuel Valls allait tweeter une photo montrant le Président algérien dans un état de fatigue extrême.

En Algérie, l'affaire a entraîné des réactions en cascade, plus offensives les unes que les autres, contraignant apparemment le Premier ministre français à joindre téléphoniquement son homologue

algérien pour expliquer un geste qui n'avait rien de malsain selon lui. Mais Alger ne décolère pas en apparence.

Ce week-end, une information tendant à laisser croire que le malaise s'est étendu au secteur économique a été publiée par certains journaux en ligne (*Impact 24*). Ce dernier rapporte que trois ministres algériens ne se sont pas rendus à une rencontre algéro-française sur l'agriculture, l'élevage et les techniques associées.

Le rendez-vous organisé par la Chambre de commerce algéro-française devait observer la participation de Bouchouareb et des ministres du Commerce et de l'Agriculture. Selon certaines informations, des investisseurs français, présents sur les lieux, n'ont d'ailleurs pas manqué de faire part de leur surprise. Se peut-il que l'absence des trois ministres algériens soit due à des règles protocolaires qui veulent que de hauts dirigeants ne peuvent se déplacer dans des rencontres où leurs homologues sont absents ? Ce qui est sûr, c'est que le fait intervient au moment où une nouvelle polémique est apparue entre Alger et Paris suite aux propos tenus récemment par l'ambassadeur de France à Alger.



Manuel Valls et son homologue Abdelmalek Sellal.

Lors d'un récent déplacement à Tizi-Ouzou, Bernard Emié avait mis les pieds dans le plat en déclarant que 50% des visas français étaient délivrés à des personnes vivant en Kabylie.

L'intervention est faite dans une conjoncture marquée par des campagnes menées dans certains milieux français pour le soutien des velléités indépendantistes du MAK

et de nouvelles déclarations de Sarkozy hostiles à l'Algérie.

L'Algérie réagit au quart de tour par la voix du ministre des Affaires étrangères. M. Lamamra qualifie les propos de Bernard Emié de «malheureux». Dans notre «métier, dit-il, on ne doit pas faire de discrimination entre les citoyens du pays dans lequel on est accrédité».

A. C.

**GRÈVE DES CONDUCTEURS DE LA SNTF**

## Le train risque de ne pas siffler pour la seconde semaine

**Rien ne va plus au niveau de la SNTF. Le bras de fer engagé depuis une semaine entre le collectif syndical des conducteurs des trains et la direction générale risque de durer encore longtemps. Conséquence : le trafic ferroviaire est toujours paralysé et risque de durer pour une autre semaine.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** Le train risque de ne pas siffler pour la seconde semaine de suite. Les négociations engagées entre les représentants des travailleurs et la direction générale de la SNTF n'ont rien donné de concret. Mieux, la Fédération nationale des travailleurs des transports ferroviaires, affiliée à l'UGTA, s'est «invitée» au conflit en prenant position avec l'employeur.

A l'origine de cette nouvelle donne, la guéguerre syndicalo-syndicale qui oppose depuis quelque temps le syndicat des conducteurs des trains aux responsables de la fédération. D'ailleurs, ces derniers ont officiellement affiché leurs refus d'appuyer la principale revendication des conducteurs des trains et qui consiste en la révision de leur carrière professionnelle, autrement dit une requalification de leurs postes d'emploi.

Une approche avancée et défendue par l'employeur, qui a indiqué par la voix de son responsable en charge de la ressource humaine que «la SNTF a engagé un bureau d'étude spécialisé en ressources humaines pour dresser un nouveau tableau de l'évolution des carrières pour l'ensemble des filières, y compris celles des tractionnaires».

«La direction générale et la Fédération nationale des chemins de fer considèrent que c'est un problème global et non spécifique aux tractionnaires.»

D'ailleurs, la SNTF organise l'évolution de carrière de l'ensemble des filières «qui sont toutes aussi indispensables les unes que les autres», ajoute-t-on.

Pour rappel, outre la révision du statut particulier, les grévistes réclament, également, une augmentation de la prime de tra-

vail, l'indemnisation des heures travaillées durant les week-ends et les jours de fête, l'augmentation de la prime de travail de nuit.

Cela dit, malgré une reprise partielle du trafic sur les lignes de la banlieue d'Alger dans le cadre du service minimum assuré, le trafic ferroviaire reste quasiment paralysé suscitant un mécontentement général chez les clients de la SNTF qui ont été obligés de recourir aux autres moyens de transport. Le trafic ferroviaire avait repris mardi sur les

lignes de la banlieue est (Alger-Thenia) et ouest (Alger-El Affroun) après un arrêt total durant les journées de dimanche et lundi.

Selon M. Hamzaoui, le trafic est assuré à hauteur de 20% pour les lignes Alger-Thenia (10 voyages sur 50) et Alger-El-Affroun (12 voyages sur 60). Il a ajouté que les grévistes sont toujours attachés à leurs revendications portant sur des garanties immédiates pour la révision de leur situation professionnelle.

Des revendications auxquelles la direction ne peut pas répondre d'autant plus qu'il y a 36 sections professionnelles pour l'ensemble des travailleurs de la société. Il a également estimé que cette révision ne pourrait pas toucher (les conducteurs), une catégorie et exclure une autre, ajoutant que la société a chargé un bureau d'étude de la question.

A. B.

**PLATEFORME NUMÉRIQUE INTER-ENTREPRISES D'ÉCHANGE DE BIENS ET SERVICES**

## Des alternatives aux problèmes de trésorerie

**Au bonheur des PME et startups souffrant d'indisponibilité de liquidités, il existe depuis février dernier une plateforme online permettant des trocs de biens ou de services entre entreprises sans miner leurs trésoreries.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir) -** Par ce temps de récession économique et de baisse notable de la consommation, les opérateurs économiques se trouvent souvent face à des difficultés majeures de liquidités menaçant leur pérennité. C'est à cette problématique, précisément, que répond la plateforme numérique algérienne ISCOMARKET.COM, depuis son lancement en février dernier. En clair, il s'agit d'une bourse en ligne d'échanges de biens ou de prestations de service entre les entreprises qui se sont gratuitement inscrites sur le site.

Comment ça marche ? Le concept de base est d'utiliser son cœur de métier pour financer ses

projets en ménageant sa trésorerie ; dans la mesure où chaque acte d'échange peut se substituer à un achat, voire à un investissement.

Le système repose sur une stratégie gagnant-gagnant : Un traiteur peut échanger la création de son site internet contre la livraison de plats préparés aux collaborateurs d'une agence web, sur une période déterminée, sans qu'aucun des deux ne puise dans sa trésorerie.

Ceci n'étant qu'un exemple sur une longue liste de combinaisons d'échanges infinies de par la variation de la valeur et de la nature de chaque produit et service. Bien évidemment, il va sans préciser

que le besoin de l'un doit, nécessairement, répondre au besoin de l'autre ; ou du moins que l'échange intéresse les deux parties. Il est la condition première de ce système de troc.

Effectivement, ceci est simplifié par le référencement des entreprises adhérentes avec un accès gratuit et une confidentialité pour sécuriser l'information postée par celles-ci quant à leurs offres et surtout quant à leurs besoins. Un service de courtage assure les mises en relation et leur suivi dans un cadre juridique conforme et sécurisé (dossier d'adhésion, contrat d'échange régi par le code civil...).

Outre les économies dont peuvent bénéficier les entreprises, comparativement à un schéma commercial classique, il existe un aspect bien plus stratégique car s'inscrivant sur le long terme. Concrètement, ce système

d'échange permet de découvrir ou de tester de nouveaux produits, matériels ou immatériels soient-ils, sans dépenses financières superflues.

Ceci en plus du réseau relationnel qu'il tisse à travers le troc, étant la forme primaire de l'échange. En effet, il s'agit de nouer des liens de fidélisation et de partenariat entre entreprises qui, a priori, ne seraient ni fournisseurs, ni clientes.

Evidemment, l'exclusion de «l'argent» dans les négociations réduit considérablement l'animosité habituelle entre les contractants quant au traitement du volet financier de la transaction.

En clair, cette forme d'échange favorise le développement d'un environnement plus serein et de compromis plus axés sur le relationnel ainsi que la qualité du produit ou du service.

N. B.